



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 août 2012
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-sixième session
Point 34 de l'ordre du jour
Prévention des conflits armés**

**Conseil de sécurité
Soixante-septième année**

**Lettres identiques datées du 22 août 2012, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom de mon gouvernement et en ma qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, j'ai l'honneur de vous informer de l'évolution des délibérations tenues par la Conférence sur la situation qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo et de vous faire tenir les déclarations adoptées respectivement les 15 juillet et 8 août 2012 aux sommets des chefs d'État et de gouvernement organisés à Addis-Abeba et à Kampala (voir annexes).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Adonia Ayebare

* Nouveau tirage pour raisons techniques (19 septembre 2012).



**Annexe I aux lettres identiques datées du 22 août 2012
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration des chefs d'État et de gouvernement des États
membres de la Conférence internationale sur la région
des Grands Lacs sur la situation sécuritaire dans l'est
de la République démocratique du Congo**

Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement

Addis-Abeba, 15 juillet 2012

Nous, chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, réunis à Addis-Abeba au siège de l'Union africaine, le 15 juillet 2012, en marge de la dix-neuvième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, tenue les 15 et 16 juillet 2012, sur la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, aux fins de consolider la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs,

Ayant examiné le rapport de la session extraordinaire du Comité interministériel régional de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, tenue à Addis-Abeba au siège de l'Union africaine, le 11 juillet 2012, sur la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo,

Reconnaissant que la gravité de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo constitue une menace sérieuse pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans toute la région des Grands Lacs,

Constatant la persistance des forces négatives et des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo,

Réitérant l'engagement pris aux termes de la Déclaration de Dar es-Salaam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs du 20 novembre 2004, exprimant notre détermination collective à faire de la région des Grands Lacs un espace de paix et de sécurité durables, et ce, pour les États et les peuples, de stabilité politique et sociale, de croissance et de développement partagés, un espace de coopération fondé sur des stratégies et politiques de convergence dans le cadre d'un destin commun que nous sommes déterminés à réaliser,

Rappelant notre engagement ferme aux termes du Pacte de la Conférence internationale sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs du 15 décembre 2006 et des protocoles y afférents, notamment le Protocole de non-agression et de défense mutuelle dans la région des Grands Lacs,

Rappelant également la décision, prise lors du quatrième Sommet ordinaire des chefs d'État de la Conférence internationale tenu à Kampala les 15 et 16 décembre 2011, d'éradiquer les groupes armés existant actuellement dans la région,

conformément au Protocole de non-agression et de défense mutuelle dans la région des Grands Lacs,

Décidons ce qui suit :

1. Approuvons et endossons les décisions de la Réunion extraordinaire du Comité interministériel régional;
2. Condamnons fortement les actions du Mouvement du 23 mars (M23) ainsi que celles des autres forces négatives opérant dans la région et appuyons les efforts déployés par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour restaurer la paix et la sécurité dans la province du Nord-Kivu;
3. Condamnons fortement les activités continues et non contrôlées des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et en appelons à une action militaire immédiate pour éradiquer cette menace;
4. Demandons aux structures appropriées de la Conférence internationale de travailler avec l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies en vue d'établir immédiatement une force internationale neutre pour éradiquer le M23, les FDLR ainsi que toutes les autres forces négatives opérant dans l'est de la République démocratique du Congo et pour assurer le contrôle et la sécurisation des zones frontalières;
5. Donnons instruction aux ministres de la défense de la Conférence internationale de se réunir dans les plus brefs délais pour revoir, superviser et accélérer la mise en œuvre de leurs décisions sur les forces négatives dans la région des Grands Lacs, prises lors de leur réunion à Kigali le 9 septembre 2011;
6. Exigeons de toutes les forces négatives, en particulier le M23, la cessation immédiate de leurs activités armées et qu'aucun appui ne puisse leur être accordé aux fins de déstabiliser la région, et plus particulièrement l'est de la République démocratique du Congo;
7. Demandons aux États membres de la Conférence internationale de mettre en œuvre dans sa totalité le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, et plus particulièrement le Protocole de non-agression et de défense mutuelle dans la région des Grands Lacs;
8. Encourageons fortement les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda à mettre en œuvre totalement leurs mécanismes bilatéraux dans la lutte contre l'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, plus particulièrement l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification, et à ouvrir ce mécanisme à d'autres États membres de la Conférence internationale;
9. Appelons la communauté internationale à apporter urgemment une aide humanitaire appropriée aux victimes des violences dans l'est de la République démocratique du Congo, plus particulièrement dans la province du Nord-Kivu et à étendre l'aide en question à toutes les populations victimes dans toutes les zones affectées;
10. Prions les hauts responsables des États membres de la région des Grands Lacs de s'assurer que leurs discours, leurs attitudes, leurs prises de position publiques, leurs écrits ainsi que toute autre intervention de leur part s'inscrivent

dans la logique de la promotion de la paix, la sécurité et la stabilité, et qu'ils se comportent comme des artisans et des promoteurs de la paix;

11. Appelons de nos vœux l'établissement immédiat d'un mécanisme de suivi à travers la réactivation de l'équipe d'envoyés spéciaux composée de Benjamin Mkapa et du général Olusegun Obasanjo pour trouver les causes profondes de l'insécurité qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo et ainsi proposer une solution durable, et prions le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'appuyer cette initiative;

12. Appelons également de nos vœux la mise en place d'un groupe ad hoc de six experts indépendants, conformément à l'article 25 du Pacte, lequel groupe devrait préparer et soumettre un rapport sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo à la prochaine réunion du Comité interministériel régional;

13. Donnons instruction au Secrétariat exécutif de la Conférence internationale de faire le suivi de la mise en œuvre des décisions de ce sommet extraordinaire et d'en soumettre régulièrement les rapports au Président de la Conférence internationale.

Fait à Addis-Abeba le 15 juillet 2012

Le Président de la République d'Angola
(Signé) José Eduardo **dos Santos**

Le Président de la République du Burundi
(Signé) Pierre **Nkurunziza**

Le Président de la République centrafricaine
(Signé) François **Bozize**

Le Président de la République du Congo
p.o. le Ministre de la défense nationale
(Signé) Denis **Sassou-Nguesso**

Le Président de la République démocratique du Congo
(Signé) Joseph **Kabila Kabange**

Le Président de la République du Kenya
(Signé) Mwai **Kibaki**

Le Président de la République du Rwanda
(Signé) Paul **Kagame**

Le Président de la République du Soudan
(Signé) Omar Hassan Ahmed **El-Bashir**

Le Président de la République-Unie de Tanzanie
(Signé) Jakaya Mrisho **Kikwete**

Le Président de la République de l'Ouganda
(Signé) Yoweri Kaguta **Museveni**

Le Président de la République de Zambie
(Signé) Michael Chilufya **Sata**

**Annexe II aux lettres identiques datées du 22 août 2012
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration des chefs d'État et de gouvernement des États
membres de la Conférence internationale sur la région
des Grands Lacs concernant la situation sécuritaire
dans l'est de la République démocratique du Congo**

Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement

Kampala, 7 et 8 août 2012

Nous, chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, réunis à Kampala les 7 et 8 août 2012, à l'invitation de Yoweri Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président en exercice de la Conférence internationale, pour discuter de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo,

Rappelant notre décision prise à Addis-Abeba, le 15 juillet 2012, de nous réunir à Kampala pour discuter des causes profondes de l'insécurité qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo et trouver des voies et moyens pour résoudre la crise humanitaire,

Prenant note de la Réunion des ministres de la défense de la Conférence internationale sur la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, tenue à Khartoum le 1^{er} août 2012,

Ayant examiné le rapport de la Réunion extraordinaire du Comité interministériel régional de la Conférence internationale sur la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, tenue à Kampala le 6 août 2012,

Reconnaissant que la gravité de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo constitue une menace sérieuse pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs,

Considérant que la détérioration sérieuse de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo est due à l'action armée du Mouvement du 23 mars,

Rappelant notre engagement ferme aux termes du Pacte de la Conférence internationale sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs du 15 décembre 2006 et les protocoles y afférents,

Rappelant notre déclaration sur la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, faite à Addis-Abeba, lors du Sommet extraordinaire du 15 juillet 2012,

Notant que les efforts diplomatiques déployés jusqu'à présent par la région par l'intermédiaire du Président du sommet en exercice, Yoweri Museveni, ont conduit à

une accalmie dans les zones de combat dans l'est de la République démocratique du Congo,

Déterminés à chercher des solutions locales aux problèmes que connaît la région des Grands Lacs à travers des mécanismes régionaux existants,

Considérant que les discussions du Sommet de Kampala se sont déroulées dans une atmosphère conviviale, fraternelle et constructive,

Décidons ce qui suit :

1. Mener des actions vigoureuses de façon à faire cesser définitivement les combats dans l'est de la République démocratique du Congo, sans exclure la possibilité de prise de sanctions à l'endroit de ceux qui obstruent le processus de paix;

2. Appuyer les efforts menés par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour restaurer la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, particulièrement dans la province du Nord-Kivu;

3. Mettre sur pied un sous-comité des Ministres de la défense de la République d'Angola, de la République du Burundi, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la République du Rwanda, de la République de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie :

- Le mandat du sous-comité sera d'arrêter des actions urgentes à mener afin que les combats cessent définitivement dans l'est de la République démocratique du Congo, afin d'arriver à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité;
- Le sous-comité devra également proposer des éléments précis sur l'opérationnalisation de la force internationale neutre;
- Le sous-comité sera présidé par le Ministre de la défense de la République de l'Ouganda;
- Le ministre assurant la présidence en exercice du Comité interministériel régional participe également au sous-comité pour tout ce qui concerne les aspects diplomatiques;

4. Donner audit sous-comité une période de deux semaines pour soumettre un rapport intérimaire au Président en exercice de la Conférence internationale et une période de quatre semaines pour soumettre son rapport final au Sommet des chefs d'État de la Conférence internationale;

5. Demander au Président en exercice de la Conférence internationale de bien vouloir continuer ses consultations, notamment pour le rétablissement de l'équipe d'envoyés spéciaux et la consolidation de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo;

6. Créer un fonds d'assistance humanitaire aux populations sinistrées suite à la détérioration sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo et les pays voisins, encourager les États membres et les partenaires à contribuer à ce fonds, et remercier la République de l'Ouganda de s'être engagée à verser 1 million de dollars à ce fonds;

7. Demander à la communauté internationale d'apporter une assistance humanitaire complémentaire aux populations sinistrées et de faire en sorte que les voies d'accès aux populations sinistrées ne soient pas obstruées;

8. Remercier le Gouvernement de la République de l'Ouganda et le peuple ougandais pour l'accueil chaleureux qui nous a été accordé.

Fait à Kampala, le 8 août 2012

Le Président de la République d'Angola
(Signé) José Eduardo **dos Santos**

Le Président de la République du Burundi
(Signé) Pierre **Nkurunziza**

Le Président de la République centrafricaine
(Signé) François **Bozize**

Le Président de la République du Congo
p.o. le Ministre de la défense nationale
(Signé) Denis **Sassou-Nguesso**

Le Président de la République démocratique du Congo
(Signé) Joseph **Kabila Kabange**

Le Président de la République du Kenya
(Signé) Mwai **Kibaki**

Le Président de la République du Rwanda
(Signé) Paul **Kagame**

Le Président de la République du Soudan
(Signé) Omar Hassan Ahmed **El-Bashir**

Le Président de la République-Unie de Tanzanie
(Signé) Jakaya Mrisho **Kikwete**

Le Président de la République de l'Ouganda
(Signé) Yoweri Kaguta **Museveni**

Le Président de la République de Zambie
(Signé) Michael Chilufya **Sata**
